

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Les nouveaux tarifs des États-Unis ouvrent une boîte de Pandore

La discussion du 7 mars du Conseil général a principalement porté sur le plan des États-Unis d'imposer des tarifs additionnels sur l'acier et l'aluminium. Environ 18 pays ont pris la parole pour dénoncer ce que le Canada a décrit comme une boîte de Pandore que les Membres ne seront pas en mesure de fermer.

Selon un article du Peterson Institute for International Economics (PIIE), le Canada serait le pays le plus touché par la décision de M. Trump (les pertes commerciales totaliseraient environ 3,2 milliards de dollars). L'UE (2,6 milliards de dollars), la Corée du Sud (1,1 milliard de dollars), le Mexique (1 milliard de dollars) et le Brésil (1 milliard de dollars) complètent la liste des cinq pays qui seraient les plus affectés par les tarifs sur l'acier et l'aluminium.

La Chine, qui est la principale cible des politiques commerciales des États-Unis, subirait des pertes commerciales estimées à seulement 689 millions de dollars, peut-on lire dans l'article du PIIE.

Pour riposter aux tarifs proposés par les États-Unis de 25 % pour l'acier et de 10 % pour l'aluminium, l'UE prévoit imposer des tarifs sur une vaste gamme de produits américains, ce qui pourrait en effet déclencher une guerre commerciale. Une liste de produits américains ciblés a commencé à circuler dans l'espoir de décourager le président américain Donald Trump d'aller de l'avant.

Le 8 mars, le président Trump a signé les proclamations pour imposer des tarifs additionnels sur l'acier et l'aluminium.

Certains observateurs à Genève croient que ces proclamations auraient dû viser la Chine spécifiquement, puisque Beijing est le principal ennemi de l'administration. Comme nous l'avons indiqué plus haut, ces observateurs notent que la Chine risque d'être beaucoup moins affectée par les tarifs que le Canada, l'UE, la Corée du Sud, le Mexique et le Brésil, par

exemple, qui sont les cinq principaux exportateurs d'acier et d'aluminium aux États-Unis.

Le Canada et le Mexique ont été exemptés – du moins pour l'instant – mais les observateurs croient que cette exemption temporaire est étroitement liée à l'ALÉNA et vise à mettre de la pression supplémentaire sur les deux pays afin qu'ils avalent quelques pilules empoisonnées des États-Unis contenues dans l'ALÉNA 2.0 pour mettre fin aux négociations, sans quoi ils risquent le même sort que les autres.

D'autres pays comme l'UE et l'Australie pourraient également être exemptés. Sinon, l'UE se verra forcée de riposter, ce qui pourrait donner le feu vert aux autres Membres de l'OMC pour faire la même chose, s'ils ont le courage de s'aventurer dans cette zone.

L'autre grande perdante est la Corée du Sud, qui pourrait se retrouver les mains liées, puisque l'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud est à l'étude, mais surtout en raison de la Corée du Nord, Kim Jong-un devant rencontrer Donald Trump en mai pour s'engager à mettre fin à son programme nucléaire.

La Corée du Sud, un allié militaire des États-Unis, a investi beaucoup d'efforts dans ce projet et pourrait se retrouver dans une situation délicate, ont fait remarquer les observateurs. Le président Trump a indiqué que certains pays pourraient être exemptés des tarifs pour des raisons militaires, et des sources croient que la Corée du Sud et le Japon pourraient se retrouver dans cette catégorie.

Il reste donc le Brésil, la Russie et la Chine, qui seraient les pays les plus exposés aux tarifs sur l'acier et l'aluminium des États-Unis. La Chine a affirmé la semaine dernière lors d'une rencontre informelle des chefs de délégation qu'elle sentait la fumée d'une guerre commerciale.

Cérémonie de signature du PTPGP

Le 8 mars, les ministres du Commerce des pays de

l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP, aussi connu sous le nom de PTP11), soit l'Australie, le Brunei Darussalam, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam, ont signé l'accord, qui représente 13 % de l'économie mondiale à Santiago, au Chili.

« L'accord est une preuve de notre engagement collectif à mettre en place un système commercial efficace, fondé sur des règles, transparent et ouvert à toutes les économies prêtes à accepter ces principes », a affirmé le groupe dans une déclaration publiée après la cérémonie.

« Aujourd'hui, nous pouvons fièrement conclure ce processus et affirmer haut et fort à la communauté

internationale que les marchés libres, l'intégration économique et la coopération internationale sont les meilleurs outils pour créer des occasions économiques et favoriser la prospérité », a déclaré la présidente chilienne, Michelle Bachelet, dans ce qui a été interprété par les observateurs comme une critique des mesures protectionnistes du président Trump.

« La signature de l'accord nous permet de passer à la prochaine phase », a affirmé le groupe, réitérant sa « détermination à compléter les processus internes pour permettre l'entrée en vigueur de l'accord le plus rapidement possible ».

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

